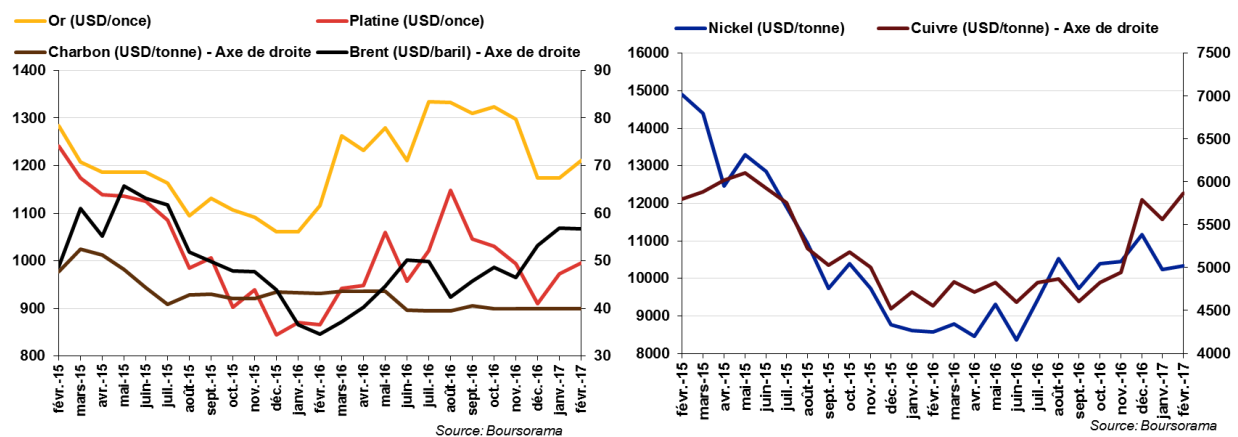


Brèves sectorielles d'Afrique Australe

Faits saillants – Semaine du 17 au 24 février 2017

- Afrique du Sud : présentation du Budget 2017 par le Ministre des finances
- Afrique du Sud : Nersa accorde une hausse de 2,2 % des tarifs d'Escom pour l'année 2017/18
- Zambie : signature d'un second mandat Scaling Solar avec la Banque mondiale pour 500 MW

Cours des principales matières premières exportées par les pays d'Afrique Australe au 24 février 2017



Afrique du Sud

Budget 2017

[Le ministre sud-africain des finances a dévoilé les grandes lignes du budget 2017.](#) Le gouvernement a étendu la garantie de 350 M ZAR d'Escom du 31 mars 2017 au 31 mars 2023 (dont 187 Mds ZAR ont d'ores et déjà été utilisés et 218,5 Mds ZAR seront dépensés d'ici la fin de l'année). S'agissant de *South African Airways*, le transporteur national demeure techniquement insolvable et dépendant des garanties d'État pour un total de 19,1 Mds ZAR. Des propositions visant à stabiliser la structure de son capital ainsi que celui des services postaux seront convenues au cours des prochains mois, via de nouvelles injections de liquidités. La possibilité de fusionner SAA avec *South African Express* et d'introduire un partenaire stratégique en fonds propres est également envisagée. *Transnet* prévoit pour sa part des investissements en capital de 273 Mds ZAR au cours des sept prochaines années, qui seront financés par ses bénéfices et des emprunts. Enfin, le ministère des Transports assurera un transfert de capital de 49,3 Mds ZAR à PRASA à moyen terme.

Les dépenses d'infrastructure du secteur public s'élèveront à 947 Mds ZAR au cours des trois prochaines années, dont 307 Mds ZAR pour 2017/18. Sur un total de 195,8 Mds ZAR alloué au développement local d'infrastructure, le développement et l'exploitation de réseaux intégrés de transport public bénéficieront de seulement 44,1 Mds ZAR (dont 6,2 Mds ZAR en 2017/18), tandis que SANRAL recevra 15,4 Mds ZAR au cours de la période pour l'entretien du réseau routier national. Sur la période du MTEF, 9,9 Mds ZAR seront dédiés aux petites, moyennes et microentreprises et 266 M ZAR pour soutenir le secteur de l'aquaculture et l'économie maritime

dans le cadre de l'Opération Phakisa. 30 Mds ZAR seront consacrées à l'agriculture, au développement rural et à la réforme agraire d'ici 2019/20, en marge de la finalisation de la législation relative au développement minier (MPRDA) et à la redistribution des terres. **Dans le secteur minier**, le ministre des Finances a annoncé la création d'un Fonds de développement de l'acier contrôlé par la Société de développement industriel (IDC) ainsi que 9,6 Mds ZAR d'incitation à la fabrication afin de stimuler le secteur des métaux et de l'ingénierie. **Dans le secteur énergétique**, si aucune mention n'est faite du sujet nucléaire, la poursuite du programme indépendant de production d'électricité (IPP), tant dans le secteur des énergies renouvelables que du gaz, apparaît comme une priorité pour stimuler l'investissement à court terme (le gouvernement s'est engagé à acquérir 200 M ZAR d'énergie renouvelable auprès des IPP) (*SA News*, le 22/02/17).

Energie

[Le régulateur national sud-africain en charge de l'énergie \(Nersa\) a autorisé le fournisseur national d'électricité Eskom à augmenter ses tarifs à hauteur de 2,2 % seulement pour l'année 2017/18.](#) Avec 205 Mds ZAR de revenus estimés pour la période, dont 23 Mds ZAR dédiés aux achats auprès des producteurs indépendants d'électricité (IPP), les recettes seront en mesure de couvrir tous les coûts autorisés d'*Eskom*. Le nouveau tarif devrait entrer en vigueur en juillet (*Nersa*, le 23/02/17).

Industrie

[Le producteur d'acier ArcelorMittal South Africa \(AMSA\) a conclu un accord de cinq ans avec le ministère sud-africain du Commerce et de l'Industrie établissant les principes d'une tarification équitable de l'acier.](#) Cet accord garantit la parité entre les prix à l'importation et le prix local, afin de lutter contre les importations à bas prix de l'acier entrant dans le pays. Il instaure également des seuils minimaux de teneur en acier local pour les achats publics et les dépenses d'infrastructure gouvernementales (*Engineering News*, le 17/02/17).

Infrastructures

[Le Gouvernement Provincial du Gauteng \(GPG\) a mis en place un comité consultatif économique pour le conseiller sur le déploiement des projets d'infrastructure prévus pour les deux prochaines années.](#) Composé d'experts économiques, d'entrepreneurs et de représentants syndicaux, le comité s'attachera à accélérer le déploiement des systèmes de transport en commun rapide (BRT), d'expansion du Gautrain ou encore du haut débit (*Engineering News*, le 20/02/17).

Grande distribution

[Les groupes sud-africains d'ameublement Steinhoff et de distribution Shoprite renoncent à leur projet de fusion, initié en décembre dernier.](#) Celle-ci aurait permis de rassembler les actifs de M. Wiese dans le secteur de la distribution (23 % *Steinhoff* et 16 % *Shoprite*) au sein d'une seule entité *Retail Africa*, donnant ainsi naissance à un géant de la distribution (valeur d'environ 400 Mds ZAR (30 Mds USD) et employant 186 000 personnes) (*Business Day*, le 22/02/17).

Mines

[A l'occasion de la présentation de ses résultats financiers pour l'exercice 2016, Anglo American a annoncé son intention de maintenir ses mines de nickel, de fer \(Kumba Iron\) et de charbon à l'exportation.](#) Profitant du rebond des prix des matières premières minières, son chiffre d'affaires a atteint 23 Mds USD (+1 %) pour un bénéfice avant impôts et amortissements (EBITDA) de 6 Mds USD (+25 %). Profitant d'un rand plus faible, *Anglo American* a dépassé ses objectifs de désendettement (10 Mds USD), réduisant son exposition à seulement 8,5 Mds USD, contre 12,5

Mds USD au 31 décembre 2015. Le groupe souhaite poursuivre sa stratégie d'investissement pour laquelle seront engagés 2,5 Mds USD en 2017 en parallèle de la réduction de 1 Md USD supplémentaires sur sa dette (*Anglo American*, le 21/02/17).

NTIC

[La ministre sud-africaine du Développement des petites entreprises a inauguré au Cap les laboratoires technologiques franco/sud-africains, nouveaux incubateurs et accélérateurs dédiés aux entrepreneurs sud-africains et français.](#) Cette initiative s'inscrit dans le cadre du partenariat entre *Methys*, une entreprise internationale opérant dans la transformation numérique et *Seda* (*Small Enterprise Development Agency*). D'une valeur de 10 M ZAR, elle vise à renforcer les liens entre la France et l'Afrique du Sud dans l'écosystème de l'innovation et s'inscrit dans le cadre du Congrès mondial sur l'entrepreneuriat qui se tiendra en mars prochain, pour la première fois sur le continent africain (*Gouvernement*, le 20/02/17).

[L'opérateur mobile Cell C a rejeté une proposition « non sollicitée et non conditionnelle » d'acquisition de l'opérateur sud-africain Telkom, leader du marché des lignes fixes.](#) *Cell C*, qui est en cours d'acquisition par *Blue Label Telecoms* (45 % pour 400 M USD, avec une deadline pour la finalisation de l'opération fixée à février), s'est déclaré « incapable et non disposé à poursuivre toute discussion avec *Telkom* » (*Engineering News*, le 23/02/17).

Transport

[Une nouvelle stratégie ferroviaire nationale, actuellement projet de Livre blanc, sera proposée afin de devenir une loi en 2018/2019 et de donner une orientation politique au secteur ferroviaire.](#) L'axe principal repose sur l'investissement dans le secteur ferroviaire, dont la valeur actuelle des actifs est estimée à 229 Mds ZAR, contre 2 284 Mds ZAR pour celle des infrastructures routières. Le rail urbain formera l'épine dorsale des systèmes de transport en commun de masse, avec de nouvelles lignes et de nouveaux corridors à débloquent. Le financement de ces investissements proviendra principalement du *National Treasury* et également du privé (*Engineering News*, le 22/02/17).

[Le Premier du Gauteng a annoncé que l'étude de faisabilité pour l'expansion du service du Gautrain dans des zones comme Mamelodi, Soweto et Boksburg a été achevée.](#) L'expansion se fera par le biais d'un partenariat public-privé sur une durée de 20 ans. L'étude doit être soumise par l'Agence de Gestion du Gautrain au *National Treasury* d'ici la fin du mois de juillet (*Citizen*, le 20/02/17).

[Le consortium Gibela a exprimé son inquiétude au sujet des troubles communautaires impactant la construction de son usine de fabrication de train de Dunnottar.](#) La perturbation des travaux menacerait l'achèvement des bâtiments clé pour le début de la fabrication et de la formation des recrues. [Gibela a lancé une vaste campagne de recrutement d'opérateurs et d'artisans](#) afin de former des milliers de personnes au cours de la prochaine décennie pour l'ensemble du secteur ferroviaire sud-africain. *Gibela* et ses contractants sont tenus d'accorder la priorité aux sud-africains historiquement défavorisés (HDSA) (*Engineering News* et *Gibela*, le 21/02/17).

Mozambique

[En 2016, la production de charbon des mines du brésilien Vale \(5,5 Mt\) et les expéditions par trains \(8,8 Mt\) ont affiché une hausse respective de 10,7 % et 113 %.](#) Malgré ces bons chiffres, le groupe n'est pas parvenu à atteindre les objectifs de production qu'il s'était fixé (11 Mt), du fait du retard pris dans la mise en service du projet *Moatize II* et d'une pénurie d'explosifs utilisés dans le démantèlement des mines (*Zitamar*, le 17/02/2017).

Après avoir enregistré 12 M USD de pertes en 2015, la fonderie d'aluminium Mozal fait état d'un bénéfice de 53 M USD au second semestre 2016. L'amélioration de l'efficacité des opérations, la baisse des coûts de production et la hausse des cours sont à l'origine de cette bonne performance. Si la dépréciation du Metical à elle-seule aurait permis de dégager 17 M USD de bénéfices, l'importante inflation aurait en revanche réduit les bénéfices de 12,7 M USD. Pour rappel, Mozal a généré 27 % des exportations du pays en 2015 (*Zitamar*, le 17/02/2017).

Namibie

Après l'annonce de la prise de participation de 56 % de BW Offshore dans la partie upstream du projet de champ gazier Kudu, Namcor poursuit sa campagne de promotion du projet en annonçant que l'exploitation du gaz rapporterait au moins 2,5 Mds NAB (180 M EUR) d'impôts. Ce projet, très hypothétique depuis l'annonce l'an dernier du désengagement de l'Etat, est considéré comme non rentable par les secteurs bancaire et financier dans ses deux dimensions, d'extraction et d'exploitation, en l'absence du prix du gaz extrait au mètre cube (*Confidente*, le 16/02/17).

L'entreprise espagnole Alten Energy Consortium a remporté l'appel d'offre lancé par NamPower, sous forme d'un modèle construction-détention-exploitation, pour le développement d'une ferme photovoltaïque d'une capacité d'export de 37 MW près de Mariental. Deux sociétés françaises étaient sur les rangs : Total Division Solaire et Générale du Solaire qui n'avait finalement pas pu commissionner faute de financements. Le résultat de cet appel d'offre est déjà contesté par la concurrence et pourrait à nouveau faire l'objet de recours (*The Namibian*, le 15/02/16).

Zambie

La Zambie a signé avec la Banque mondiale un second mandat portant sur la construction de 500 MW de centrales solaires dans le cadre du programme Scaling Solar. Un premier cycle d'approvisionnement permettra l'installation de 4 centrales d'une capacité comprise entre 50 et 100 MW. La demande de qualification pour le deuxième tour, diffusée fin mars 2017, permettra de porter cette capacité à 500 MW. Les deux développeurs sélectionnés lors de la première étape et les agences zambiennes compétentes travaillent actuellement à la conclusion des différents contrats, une tâche prévue pour être achevée au plus tard en mai 2017 (*IFC*, le 21/02/17).

Zimbabwe

Le gouvernement zimbabwéen a approuvé le plan proposé par l'IDBZ (Infrastructure Development Bank of Zimbabwe) qui vise à mobiliser 100 M USD pour la construction de logements. La mobilisation de cette ressource sur le marché local des capitaux se déroulera en plusieurs fois et devrait s'étaler sur cinq ans. Le secteur privé devrait apporter sa contribution dans le cadre de partenariats public-privé et on estime à 840 M USD l'enveloppe globale des dépenses qui seront effectuées dans ce registre au Zimbabwe en 2017 (*The Standard*, le 12/02/17).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique pour l'Afrique Australe.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Pretoria s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Economique Régional de Pretoria, avec la contribution du Service Economique de Maputo

Adresse : Ambassade de France en Afrique du Sud

Rédigées par : Ophélie Chevillard

Revues par : Jean-Baptiste Dabezies